

Communiqué de presse des personnels de l'EREA Le Corbusier de Pessac

Dans la multitude des débats autour de sujets d'éducation ces derniers mois, il en est un qui est passé un peu plus inaperçu : **les lourdes hypothèques qui pèsent sur les EREA** (Établissements Régionaux d'Enseignement Adapté). Derrière ce sigle peu connu se cache une réalité : celui d'une structure « de la dernière chance » pour beaucoup d'élèves, collégien·nes et lycéen·nes, décrocheur·ses scolaires pour la plupart, et en grande difficulté (scolaire, sociale et psychique) pour la très grande majorité. Cette structure a fait ses preuves : nombre de jeunes qui avaient perdu espoir en l'école sortent de l'EREA avec un CAP et une estime de soi retrouvée.

Or, notre fonctionnement est gravement menacé pour l'année prochaine : **nous venons d'apprendre que notre DGH (dotation globale horaire) allait être sérieusement amputée**, ce qui signifie moins d'heures d'enseignement, ou en d'autres termes, moins de moyens. A cela s'ajoute **l'augmentation des heures supplémentaires imposées**, ayant mécaniquement pour effet de menacer des postes. « Travailler plus pour gagner plus » ... et embaucher moins. Ça vous rappelle quelqu'un ? Normal, cette idée ne vient pas de nulle part, notre cher ministre ayant été le monsieur éducation sous Sarkozy, à l'époque où cette petite phrase a commencé à fleurir.

Cette coupe budgétaire, décidée sans concertation, s'appuie sur des chiffres dont on aimerait grandement savoir d'où ils viennent (l'inspection annonce une baisse de fréquentation conséquente nous concernant l'année prochaine, alors qu'aucune section ne ferme et qu'il y a chaque année des listes d'attente sur plusieurs formations !). **Cela met en danger le fonctionnement de notre établissement, ainsi que nos personnels :**

- Le fonctionnement de notre établissement, car en EREA, notre dotation horaire nous permet de mettre en place le fonctionnement spécifique nécessaire à l'accueil de notre public : petits effectifs, co-enseignement, accompagnement individualisé par des enseignant·es spécialisé·es, projets et sorties éducatives, concertations transdisciplinaires ... Le paradoxe est d'autant plus grand que le ministère nous demande sans cesse d'innover ... Mais comment faire sans les heures qui nous le permettraient ?

- Nos personnels car, fatalement, cette baisse ainsi que l'imposition d'heures supplémentaires va entraîner la mutation (ou le licenciement selon leur statut) ou le ballottage entre plusieurs établissements pour les un·es, et la surcharge de travail non-consentie pour les autres, dans un environnement où la charge mentale et les heures supplémentaires gratuites sont déjà légion vu notre contexte (suivi de familles en difficulté sociale, rencontre avec les éducateur·ices, accompagnement des élèves parfois même pendant les vacances ...).

Or, malgré nos résultats, le ministère, par la voie de notre inspection académique, a un projet qui nous révolte : sans sombrer dans la paranoïa, nous pourrions craindre que ce type de coupes budgétaires ne soit un « pied dans la porte » préalable à la destruction imminente des structures spécialisées, comme on a déjà commencé à l'observer avec par exemple la suppression de nombreuses SEGPA (Sections d'Enseignement Général et Professionnel Adapté, dans les collèges) ces dernières années. On peut alors se poser la question suivante : **qu'en sera-t-il de la prise en charge de ces adolescent·es en grande difficulté ?**

De plus, à notre situation particulière s'ajoute beaucoup de raisons de faire monter notre colère cette année, dans le monde de l'enseignement en général : décisions incohérentes face à la crise sanitaire, mépris des précaires de l'Éducation Nationale (sujet sur lequel une lutte nationale est en cours), refus de prime d'équipement informatique aux collègues professeur·es documentalistes et CPE, fragilisation du statut d'infirmier·es scolaires ...

La liste est aussi longue que notre colère est grande. Car à travers ces attaques, les EREA sont certes menacés, mais plus largement, c'est la mission pour laquelle nous aimons tant nos métiers qui est touchée : pouvoir accueillir dignement et accompagner TOU·TES nos élèves dans la construction de leur parcours scolaire et de leur projet de vie.

C'est pourquoi nous exigeons :

- Pas un seul poste en moins à la rentrée 2021
- Pas de collègues ballotté·es entre plusieurs établissements
- Pas d'imposition d'heures supplémentaires
- Le strict respect des moyens alloués aux élèves en situation de handicap
- Même statut, mêmes primes : remise à niveau des professeur·es documentalistes et CPE
- Revalorisation immédiate des emplois précaires AED et AESH
- Maintien des infirmier·es scolaires en établissement

Face à ces attaques, la solidarité est notre arme ! C'est pourquoi nous serons présent·es **demain matin à 8h** auprès de nos collègues de **l'EREA d'Eysines** qui appellent à un rassemblement devant leur établissement pour des problématiques similaires, à la suite de quoi nous rejoindrons la **manifestation unitaire, à 11h30 place de la République**. Nous serons également en grève le **1^{er} février** et **bloquerons notre établissement** ce jour-là. Nous appelons les familles ainsi que tous les personnels en grève, enseignants et non-enseignants à **nous rejoindre dès 7h30** pour un rassemblement devant notre EREA. Nous appelons également l'ensemble des syndicats à **nous soutenir** dans cette démarche. Si l'inspection et le ministère devaient persister dans ces orientations, nous n'hésiterons pas à appeler à une **grève reconductible**.

Motion adoptée à l'unanimité par les personnels présent·es à l'AG du 22/01/21

Contact presse

Thomas Albarran

06.80.46.23.83

thomas.albarran@hotmail.fr